

AVIS DE TEMPÊTE CÉVENOLE

ENVIRONNEMENT, SANTÉ, PAYSAGES, PATRIMOINE

8 Juillet 2025: Des climato-rationnels aux climato-optimistes

Petite chronique du moratoire sur les EnRi (J+19)

Nous poursuivons ici notre analyse, entreprise dans notre chronique «*Primum non nocere*»¹, de l'hypothèse de la vertu climatique de l'électrification des usages, hypothèse qui est au cœur de la justification intellectuelle de la PPE.

La conduite à tenir en réponse au changement climatique est généralement déclinée en politiques, en comportements, en gestes qualifiés de «*bons pour le climat*». La «*transition écologique*», c'est «*bon pour le climat*», l'électricité décarbonée, c'est «*bon pour le climat*», renoncer à l'avion et prendre le train, c'est «*bon pour le climat*» etc.

La réalité objective, au-delà de ce genre d'expression, c'est la concentration de CO2 dans l'atmosphère. Au sens strict, ce qui est bon pour le climat, c'est ce qui se traduit par une diminution de cette concentration; ou, tout au moins, ce qui permet de la stabiliser, et que l'on appelle «*neutralité carbone*».

Or, la plupart des politiques, des comportements, des activités présentées comme «*bons pour le climat*» ne conduisent pas en eux-mêmes à réduire la concentration de CO2 dans l'atmosphère. Typiquement, ces gestes ont un mérite évident, mais qui est seulement relatif, c'est-à-dire par comparaison à un autre geste, un autre comportement qui est davantage «*polluant*», au sens de générateur d'émissions.

Ainsi, prendre le train (sur un réseau électrifié dans un pays où la production électrique est presque entièrement décarbonée) est «*bon pour le climat*» *en comparaison avec* le fait de prendre l'avion, qui consomme du kérosène d'origine fossile. Ceci étant, l'acte de voyager en train ne diminue pas la concentration de CO2 dans l'atmosphère: le mérite climatique est donc relatif. Pour atteindre un niveau de mérite absolu, disons au moins la neutralité carbone, il faut envisager un autre comportement, plus radical, par exemple voyager en vélo, ou ne pas voyager du tout.

L'électrification des usages correspond exactement à cette idée de mérite climatique relatif. Passer du véhicule thermique au véhicule électrique, et des modes de chauffage fioul ou gaz au chauffage électrique, n'a pas en soi une valeur climatique absolue. Si elle est présentée avec

1

<http://www.perspectivesecologiques.com/telechargements/ADTC%20Chronique%20Moratoire%20J+8%2027%20Juin%202025.pdf>

honnêteté, elle est seulement un pas vers un état, envisagé à un horizon plus lointain, de neutralité carbone.

Ce pas lui-même est coûteux sur le plan climatique. La transition à l'électrique dans notre pays implique une multitude de flux matériels mondialisés qui sont tous, à des degrés divers, générateurs d'émissions. De la même façon, l'état stable atteint une fois la transition opérée, dans lequel le pays fait fonctionner, et renouvelle, au fil de l'eau, des moyens de déplacement et de chauffage électrifiés, cet état lui-même reste générateur d'émissions. Ainsi, pour atteindre une valeur climatique absolue, il faut pouvoir envisager d'autres mesures, incluses dans le fonctionnement de notre civilisation matérielle, qui conduisent à une diminution du contenu carbone de l'atmosphère. Autrement dit, des mesures compensatoires – on parle de compensation carbone.

La compensation carbone fonctionne selon deux modes complètement distincts : un mode réel et un mode qu'on appellera «*pseudo*». Le mode réel consiste à développer, dans le monde réel, des puits de carbone, selon une palette très large de possibilités, qui va du plus naturel – laisser pousser des arbres qui captent le carbone de l'atmosphère, au plus artificiel – techniques de séquestration du carbone issu des industries fossiles.

Le mode «*pseudo*» est, lui, assis sur une comptabilité et un commerce de «*crédits carbone*» auto-décernés, les pays riches et plutôt pollueurs pouvant racheter leurs crédits aux pays pauvres et moins pollueurs. Si on peut facilement envisager que la compensation en mode réel ait une vertu climatique absolue (ce qui nous semble rien moins qu'évident concernant les techniques les plus artificielles), on peut être certain que le mode «*pseudo*» n'en a pas.

Concernant l'électrification des usages, le bon sens adhère a priori à l'idée que la démarche a, sur un plan qualitatif, un mérite climatique relativement à la perpétuation du véhicule thermique et du chauffage aux énergies fossiles. Mais même cette évidence apparente repose sur des présupposés qui ne le sont pas. D'une part, la comparaison est établie relativement à une perpétuation du mode thermique fossile envisagé comme statu quo, donc élimine par principe l'idée que le mode thermique soit lui-même améliorable quant à son impact climatique.

D'autre part, la transition vers l'électrique étant en-elle-même génératrice d'émissions, son intérêt climatique repose entièrement sur l'hypothèse d'un état stable durable pendant lequel le pays peut fonctionner en mode électrifié et donc émettre moins que selon le scénario du statu quo thermique fossile. Or cette hypothèse de durabilité, ici comme dans tous les domaines de notre fonctionnement matériel, se heurte à tout un tas d'obstacles concernant notamment la disponibilité des ressources en matières premières.

Ainsi, sur la simple considération du mérite climatique relatif, envisagé en termes qualitatifs, on est déjà sur un terrain complexe pour justifier en logique l'électrification. Si maintenant on envisage de *quantifier* l'intérêt de la mesure, on atteint un niveau de complexité bien supérieur encore, puisqu'on est amené à formuler des hypothèses *chiffrées* quant à l'impact climatique de la multiplicité de flux matériels mondialisés qui interviennent dans la transition vers l'électrique elle-même, puis dans le fonctionnement du supposé état stable qui s'ensuivrait.

Et si maintenant on essaie d'atteindre à une vertu climatique *absolue*, on est amené à intégrer d'autres mesures, d'autres comportements, de nature compensatoire, qui vont bien au-delà de

l'électrification elle-même. Autrement dit, ce sur quoi pourrait éventuellement porter la démonstration logique d'une vertu climatique absolue n'est pas l'électrification des usages stricto sensu, mais un ensemble de mesures et de comportements bien plus large et dont les tenants et aboutissants dépassent y compris les partisans de la politique d'électrification.

La réflexion que nous menons ici aide éventuellement à rendre compte de la situation paradoxale qui nous afflige tous: depuis trente ans que le réchauffement climatique est à l'ordre du jour de l'humanité, et qu'à tous les niveaux les politiques, les initiatives, les comportements se multiplient pour y remédier, la concentration de CO2 dans l'atmosphère, elle, continue inexorablement de s'élever. Autrement dit, la somme des vertus climatiques relatives éventuelles des mesures que nous prenons n'atteint pas la vertu climatique absolue, c'est-à-dire le point où la tendance globale commencerait à s'inverser.

C'est ainsi que tout un tas de démarches spécifiques que le bon sens commande à priori d'envisager comme «*bonnes pour le climat*», ne conduisent pas, au bout du compte, à l'effet positif global espéré.

Les éléments d'explication à ce fâcheux état de fait sont multiples. Le climato-scepticisme est évidemment un facteur. Un autre facteur est le fait que nos politiques de réduction de notre dépendance aux énergies fossiles, et nos modes de fonctionnement matériel en général, continuent de recourir massivement à ces énergies.

Il y a également ce qu'on appelle «effet rebond», envisagé comme constante anthropologique, selon lequel toute énergie fossile que les uns, ici, s'abstiendront de consommer, sera consommée là, par d'autres, à moindre coût dès lors que la demande globale viendrait à diminuer.

Il y a encore, autre constante anthropologique semble-t-il, la poursuite de la fuite en avant technologique alimentée par une consommation effrénée de ressources naturelles non renouvelables, consommation qui, à l'échelle mondiale, mobilise massivement les énergies fossiles.

Il y a encore ce que nous appellerons la «nécessité économique», avec éventuellement sa version malsaine du «chantage à l'emploi»: la moindre mesure de redéploiement qui a un impact en termes d'activité économique, indépendamment d'ailleurs de son mérite ou absence de mérite climatique, met en péril les emplois fondés sur l'activité économique du statu quo, et se heurte donc à l'inertie correspondante.

Cette considération se retrouve souvent combinée au deux-poids-deux-mesures intellectuel appliqué au clivage Occident versus Sud global. On s'imagine que des pays qui regorgent d'énergies fossiles (Etats-Unis, Arabie Saoudite, Russie, Iran...) s'astreindraient à ne pas y recourir, comme si la France allait demain fermer ses aéroports aux touristes internationaux pour cause d'impact climatique négatif du kérosène. Personne ne consent volontiers au harakiri économique.

On peut penser ce que l'on veut de ces différents facteurs, mais force est de constater qu'ils façonnent le monde réel de la concentration en CO2 de l'atmosphère au moins autant que toutes les mesures et comportements que nous nous représentons a priori comme «bons pour

le climat». Ce constat, qui peut être ressenti comme amer, fonde ce que nous appelons posture «*climato-rationnelle*», et que nous allons distinguer d'une part de la posture «climato-sceptique», d'autre part de ce que nous appellerons posture «*climato-optimiste*».

La posture «*climato-sceptique*» consiste à soit nier le dérèglement climatique, soit en réfuter l'origine anthropique. Cette posture va à l'encontre des modélisations élaborées sous l'égide du GIEC et validées en tant que «vérité scientifique». N'entrons pas ici dans le débat éventuel concernant cet aspect de validité scientifique: ce débat fait intervenir de toutes les façons des considérations de démarche scientifique inaccessibles à la quasi-totalité de la population, nous les premiers. Observons simplement que les modélisations validées par le GIEC semblent, jusqu'à présent, bien confirmées par l'évolution du climat telle que tout un chacun peut la constater.

La posture «*climato-rationnelle*» que nous avons commencé à élaborer dans notre chronique précédente, et que nous continuons à développer ici, n'a strictement rien à voir avec le climato-scepticisme selon la définition que l'on vient de rappeler. A preuve le fait que si l'évolution perceptible du climat semble aller dans le sens d'une invalidation du point de vue climato-sceptique, la constatation de l'accroissement continu des émissions de gaz à effet de serre, malgré les efforts collectifs pour inverser la tendance, conforte la posture «*climato-rationnelle*».

La posture «*climato-optimiste*» est caractérisée par le schéma de pensée selon lequel il existe des solutions permettant de renverser la tendance à l'accumulation de GES dans l'atmosphère, et qu'il faut et il suffit de s'atteler à ces solutions pour parvenir à cette inversion. A ce titre, cette posture met notamment en avant, ici et maintenant, l'électrification des usages, en France, pour le chauffage et la mobilité. Cette posture est évidemment, à première vue, éminemment sympathique et encourageante.

Or, ce que nous avons envisagé, depuis notre dernière chronique, concernant spécifiquement l'électrification des usages, est qu'il n'y a pas de possibilité d'une démonstration rationnelle de sa vertu climatique absolue. Par démonstration rationnelle, nous entendons un enchaînement d'énoncés, portant chacun sur le monde réel, et vérifiable chacun par référence à la réalité objective des choses, qui établirait que la démarche d'électrification des usages conduirait in fine à retirer de l'atmosphère une quantité de CO₂ de tant.

Exprimé simplement, ce constat signifie que l'électrification des usages ne peut être, *dans le meilleur des cas*, qu'une composante d'une solution plus globale qui aurait une vertu climatique absolue. Or cette solution plus globale fait intervenir un niveau de complexité encore bien supérieur, et tel que la possibilité que cette solution puisse elle-même faire l'objet d'une démonstration rationnelle est encore plus ténue.

Exprimé autrement: l'électrification des usages peut s'inscrire dans un cadre d'*obligation de moyens*, mais ne peut prétendre satisfaire à une *obligation de résultat*.

Exprimé encore autrement: l'idée de la vertu climatique de l'électrification des usages ne relève pas au sens strict de la logique, mais de la croyance – nous avons parlé précédemment d'*acte de foi*.

Fondée sur ces considérations, la posture «climato-rationnelle» *ne consiste pas à dire qu'on ne doit pas se lancer* dans l'électrification des usages. Elle consiste à dire *qu'on ne peut pas l'imposer*. On peut imposer à la population d'éteindre l'éclairage public à 6h du matin parce que le jour se lève, mais on ne peut pas de la même manière imposer une électrification des usages dont la valeur en logique, c'est-à-dire par référence au monde réel, n'est ni démontrée, ni seulement, c'est notre argument, démontrable.

La posture «*climato-optimiste*», à première vue sympathique – tous ces gens qui «*se mobilisent pour le climat*» - le devient beaucoup moins dès qu'elle implique, au niveau de la formulation et de l'adoption des politiques publiques, de vouloir *imposer à l'ensemble de la population* les initiatives, comportements ou «solutions» découlant des croyances qui l'animent.

Que ce soit pour l'électrification des usages ou pour de nombreuses autres mesures, la démarche la plus tentante pour essayer de susciter le consentement à son adoption générale consiste à la présenter comme «*la solution*». La démarche intellectuelle sous-jacente a été repérée et intitulée «*solutionnisme*».

En tant que démarche intellectuelle, le «*solutionnisme*»² n'est en soi ni une forme de déficience mentale, ni une forme de charlatanisme. Il est simplement une forme d'ajustement intellectuel à la complexité de la réalité extérieure, complexité devenue d'autant plus difficile à embrasser depuis que le monde qui nous entoure, qui fait l'objet de la connaissance scientifique, est copieusement altéré par les impacts de notre civilisation matérielle – émissions de gaz à effet de serre, pollutions dispersives diverses et variées etc. En conséquence de quoi la science se retrouve à devoir analyser des phénomènes dans lesquels interagissent, avec un degré d'imbrication élevé, les éléments constitutifs du monde extérieur *et* les comportements humains.

L'ajustement intellectuel consiste à mettre de côté cette complexité inatteignable pour se focaliser sur un domaine circonscrit passible d'un traitement par les techniques disponibles.

La posture «climato-rationnelle» implique une grande prudence vis-à-vis de la tentation solutionniste. La posture «climato-optimiste» trouve dans le solutionnisme une bouée à laquelle accrocher, précisément, son optimisme.

Dès que des intérêts économiques se mettent en ordre de marche pour porter telle ou telle «solution», entre en action le marketing. Celui-ci met en œuvre tous les moyens disponibles pour peindre la solution comme «*nécessaire*», «*évidente*» et «*incontournable*». Le marketing a atteint son but s'il parvient à faire de ce qu'il vend comme «solution» *une fin en soi*, car l'attention est alors complètement détournée de la question de l'adéquation de la solution au problème initialement posé, et on peut alors se consacrer entièrement à la mise en œuvre de la «solution».

Exemple? Eh bien, les «*énergies renouvelables*», expression-valise qui n'a pratiquement aucun sens en elle-même tant est diverse la réalité de ce qu'elle recouvre, mais qui dans le discours

² Voir par exemple l'article introductif du collectif Perspectives Ecologiques :

<http://www.perspectivesecologiques.com/telechargements/PECO%20Article%20Technosolutionnisme%20Mai%202025.pdf>

énergie-climat ambiant des vingt dernières années, renvoie principalement à l'éolien industriel. Le discours marketing au tournant des années 2005-2007 a consisté précisément à faire apparaître les «énergies renouvelables» comme *un bien en soi*, et à en imposer le développement comme *une fin en soi*.

Dans le cas du Danemark, qui partant d'un mix électrique très fortement carboné, avait la possibilité, avec un vaste déploiement d'éoliennes, de décarboner effectivement sa production, ce d'autant plus que l'intermittence éolienne pouvait être mise à profit pour stocker au moins une partie des surplus intermittents en pompant de l'eau d'aval en amont jusque dans les barrages norvégiens voisins, l'intérêt était réel. Dans le cas de la France, où le mix déjà à l'époque était quasiment décarboné, l'intérêt était inexistant.

C'est là qu'on a franchi la ligne de démarcation entre solutionnisme, en tant que posture intellectuelle accouplée à la croyance rassurante que tout problème peut être résolu, et le charlatanisme. Aujourd'hui, la croyance est tellement répandue que «*les énergies renouvelables, c'est bon pour le climat*», que lorsqu'un tel ou tel autre met en avant une mesure pour en maîtriser la prolifération dans un pays dont le mix est décarboné et, quoi qu'il advienne, le restera, beaucoup de gens considèrent comme fondée l'invective de «climato-sceptique» à leur endroit.

Mais ceux-là mêmes qui aujourd'hui mettent en avant l'électrification des usages comme «solution» «nécessaire», «évidente» et «incontournable» au problème du réchauffement, savent qu'il est difficile de maintenir indéfiniment une illusion.

Observons simplement qu'en 2017, il y a à peine huit ans, 44% des français pensaient que le nucléaire contribue beaucoup à l'effet de serre, 63% parmi les 18-24 ans. Imagine-t-on là l'effet d'un hasard?

Jean-Marc Jancovici, qui cite ces chiffres dans son audition par la commission parlementaire Aubert sur les EnR³, parle à ce propos de «*faillite médiatique*». Nous parlerions plutôt de «*propagande en bande organisée*», la «bande» en question incluant bien plus que les seuls médias. Pour aider à convaincre que «*les énergies renouvelables, c'est bon pour le climat*», il était parfaitement judicieux de laisser prospérer, de façon plus ou moins subtile, la fausse croyance selon laquelle «*le nucléaire, c'est mauvais pour le climat*».

Huit ans plus tard, si la sagesse collective veut que le nucléaire est une énergie décarbonée, alors il devient encore plus intenable, pour qui veut bien y réfléchir une seconde, d'expliquer à quoi ont servi les 2650 centrales éoliennes qui ornent actuellement le pays. Mis à part, bien sûr, à vendre des éoliennes.

³ L'exposé de Mr Jancovici est encore disponible sur YouTube, les chiffres en question sont issus d'un baromètre annuel réalisé par EDF en 2017, ils apparaissent sur la diapo 2 de l'exposé à partir du chrono 7:30:

<https://www.youtube.com/watch?v=Hr9VIAM71O0&feature=share>

Il faut donc s'attendre à ce que toute la stratégie de la «bande organisée»⁴ consiste à éviter à tout prix que le citoyen lambda prenne le temps de réfléchir une seconde.

Et donc: «*Vite, vite, il faut mettre des éoliennes partout pour électrifier les usages, sinon nous manquerons d'électricité, et le climat deviendra ingérable!*», soit la substance de tout le discours *climato-hystérique* dont nous avons été abreuvés, sur la scène politico-médiatique, ces deux dernières semaines.

Pour susciter un consentement général à la PPE, les promoteurs de la prolifération de renouvelables intermittents au nom de l'électrification des usages partent avec un certain handicap. Toute une partie du pays a été "échaudée", et demande à y regarder à deux fois. Et au-delà du matraquage médiatique général, la France reste peut-être encore le pays de Descartes. Sur la problématique énergie-climat, le nombre de gens prêts à avaler n'importe quoi régresse.

Association ADTC - Avis De Tempête Cévenole

16-18 Le Saboul, 07200 Lentillères

contact@adtc07.org

Nos publications téléchargeables sur le site: www.perspectivesecologiques.com (mot-clé ADTC)

⁴ Nous utilisons cette expression au risque de nous attirer l'invective massue et passe-partout de «complotistes». Il n'y a évidemment aucun complot à la clé. La mainmise du lobby des énergies renouvelables sur l'Europe autour des années 2005-2006 est parfaitement documentée ne serait-ce que par Jeremy Rifkin (son livre sur la 3eme révolution industrielle), qu'on peut ici croire sur parole puisqu'il agissait alors précisément comme chef d'orchestre du lobby. Il raconte de façon à la fois candide et lumineuse comment il est parvenu à «vendre» à Angela Merkel, Jose-Luis Zapatero, Romano Prodi et autres dirigeants européens de l'époque le concept d'objectifs quantitatifs d'EnR dans les mix énergétiques. La suite est également parfaitement documentée, et se distingue seulement à la marge du fonctionnement classique d'un lobby industriel.

contact@adtc07.org